

50 514 SOCIÉTÉS COMMERCIALES S'Y SONT CONFORMÉES EN 2010

Le dépôt légal pourrait s'élargir aux professions libérales et agricoles

Le dépôt légal des comptes sociaux pourrait être élargi à plusieurs activités réglementées dont les professions libérales et agricoles. Le ministre du Commerce affirme ne pas avoir reçu le rapport d'enquête parlementaire sur la pénurie de produits alimentaires

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Les sociétés commerciales s'orientent vers davantage de transparence et de visibilité quant à leur situation financière, à la satisfaction du ministre du Commerce.

Hier, lors d'une conférence de presse, Mustapha Benbada a relevé que ces sociétés se conforment de plus en plus à l'obligation de dépôt légal de leurs comptes sociaux au Centre national du registre du commerce.

C'est «une bonne chose», dira-t-il. Et cela grâce à plusieurs mesures de facilitation développées et malgré les difficultés liées à l'application du nouveau système comptable et

financier, l'effet non dissuasif des sanctions infligées par la justice et qui sont en deçà, parfois, des sanctions réglementaires (de 30 000 dinars à 300 000 DA), outre le fait que des sociétés cessent leurs activités sans procéder à leur radiation du registre du commerce....

Plus de 38 000 sociétés en fraude

Ainsi, sur 86 997 sociétés commerciales concernées dont 2 106 non concernées, plus de 58,1%, soit 50 514 entreprises, se sont conformées en 2010 à cette obligation. Un chiffre qui ne prend pas en compte



Photo : Samir Sid

Benbada déclare la guerre aux sociétés fictives.

les 5 769 sociétés inscrites fin 2010 et radiées durant 2011, ainsi que les 11 341 sociétés récidivistes en 2011 et exerçant l'activité d'importation pour la revente en l'état.

Ce faisant, un chiffre des dépôts qui évolue de 2,73% (+1 344 sociétés) par rapport à celui de l'exercice 2009 où il a été enregistré 49 170 dépôts, soit un taux de 49,7%. Toutefois, 38 589 sociétés n'ont pas respecté cette obligation, notamment 13 000 sociétés de services, 9 497 sociétés du BTPH, 5 675 grossistes et détaillants, ainsi que 2 860 sociétés d'import/export. Inscrites au Fichier national des fraudeurs, ces sociétés, dont certaines déjà récidivistes, ne seront plus éligibles, sauf

régularisation, aux marchés publics et avantages financiers.

D'autres activités en vue

Pour autant, le ministre du Commerce appelle à élargir cette obligation de dépôt légal à d'autres activités économiques. Selon Mustapha Benbada, la réflexion pourrait être lancée en vue d'élargir la procédure de dépôt légal à plusieurs activités réglementées au sens du Code du commerce, notamment les professions libérales et agricoles. En somme, revenir à la normale pour paraphraser Mustapha Benbada. Et cela même si 1 023 personnes morales dont les établissements publics à caractère industriel et commercial, les succursales des

sociétés étrangères, implantées en Algérie, les groupements de sociétés et les entreprises communales sont déjà exclus de ce dispositif légal.

Comme il est question de réactualiser le registre du commerce, concernant les activités d'importation pour la revente en l'état ainsi que les commerçants détaillants étrangers. Une opération qui «se déroule bien» selon Mustapha Benbada qui indique, par ailleurs, que la procédure de renouvellement des inscriptions, réaménagée en cours d'année avec limitation à 2 ans du registre, fera l'objet d'une première évaluation en janvier 2012.

En outre, le ministre du Commerce a indiqué que le projet de numérisation du registre du commerce reste encore au stade de l'étude de faisabilité.

Benbada n'a pas reçu le rapport parlementaire

D'autre part, Mustapha Benbada a affirmé qu'il n'a pas reçu le rapport d'enquête parlementaire sur la pénurie de produits alimentaires (sucre et huile) de janvier 2011. «J'ai demandé à recevoir ce rapport mais je ne l'ai pas encore reçu», déclare M. Benbada qui relève, néanmoins, qu'il avait contribué à la mission d'enquête. Tout en estimant que ce rapport «est très utile» dans la

mesure où il met à nu les dysfonctionnements de la chaîne de la distribution commerciale, Mustapha Benbada a indiqué qu'il compte soumettre au gouvernement un «dossier» sur l'amélioration de l'organisation et de la régulation commerciale.

Dans le même sens, il affirme qu'aucun opérateur n'a été stigmatisé même si «la position dominante existe» et que la loi «interdit l'abus dans l'utilisation de cette position dominante», dans une allusion au leader du marché agroalimentaire.

Cela étant, le ministre du Commerce espère que la mise en place du Conseil national de la concurrence (CNC), et pour laquelle des «efforts colossaux ont été accomplis» et des textes d'application pris, permettra de mettre de l'ordre, renforcer «le franc jeu de la concurrence au service de l'économie nationale».

A ce propos, Mustapha Benbada a indiqué qu'une centaine de candidatures ont été reçues et soumises à l'aval des autorités pour faire partie du CNC qu'il espère opérationnel dans les plus brefs délais.

En outre, le ministre du Commerce escompte que les prix des matières premières alimentaires et agricoles ne connaissent pas une forte envolée comme le prévoit la FAO pour 2012, si les conditions climatiques et économiques le permettent.

C. B.

POUR NON-CONFORMITÉ

Plus de 30 000 tonnes de produits refoulés annuellement

Entre trente et trente-cinq mille, voire 45 000 tonnes de produits non-conforme, sont refoulés annuellement par les services en charge du contrôle.

Ainsi, entre 3 000 et 5 000 containers de produits divers sont contrôlés et bloqués selon le ministre du Commerce qui espère que la mise en place du futur laboratoire national d'essais permettra de contrôler une large gamme de produits.

Auparavant, Mustapha Benbada avait rappelé que le montant des transactions non facturées, avérées, oscille entre 50 et 60 milliards de dinars.

C. B.

EMS CHAMPION POST

Inauguration de la première agence commerciale

Dotée d'un capital de 300 millions de dinars, de 5 centres régionaux et 112 guichets de bureaux de poste, la SPA EMS Champion Post ambitionne de se positionner en force sur le marché du courrier express.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Créée le 4 mai 2011, la SPA Express mail service (EMS Champion Post) vient de se doter de sa première agence commerciale, située au boulevard Mohammed V, à Alger, inaugurée hier, lundi 12 décembre 2011, par le ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication, Moussa Benhamadi.

Chargée d'envois express de documents ou colis en Algérie et à l'étranger, EMS Champion Post se dotera dans un proche avenir, selon le ministre, de 17 autres agences commerciales au niveau d'Annaba, Tlemcen, Ouargla, Sétif, Oran, Béjaïa, Skikda, Chlef, Blida, Tizi Ouzou et Ghardaïa.

EMS Champion Post a été dotée d'un système de tracking, qui permet aux clients de suivre, à travers le site

web (www.ems.dz), l'acheminement de leur courrier, depuis le dépôt jusqu'à la réception grâce à un identifiant (code à barres), propre à l'envoi. Une démonstration a été d'ailleurs présentée sur place en présence du ministre.

Moussa Benhamadi a également fait savoir que EMS Champion Post, qui dispose déjà de cinq centres régionaux implantés à Alger, Oran, Annaba, Constantine et Hassi Messaoud, ainsi que

112 guichets de bureaux de poste pour les dépôts et les retraits des envois, se dotera d'autres bureaux au niveau des gares routières des différentes wilayas.

L'indisponibilité des locaux risque de retarder un peu l'opération, mais le ministre pense qu'il est possible d'installer des points de réception et d'envois de colliers sans l'obligation d'occuper un grand espace.

Dotée d'un capital de 300 millions de dinars, EMS Champion Post a procédé hier, en marge de la cérémonie, à la signature de deux conventions, l'une avec l'opérateur de la téléphonie ATM Mobilis pour la prise en char-

ge du transport de son courrier, et l'autre avec l'opérateur international du courrier express FEDEX. Cette dernière convention permettra à l'EMS de prendre en charge le courrier de FEDEX en Algérie, et à FEDEX de faire de même pour le courrier international d'EMS Champion Post. Enfin, le ministre pense qu'avec les moyens du bord actuels, EMS pourra se positionner sur le marché du courrier express et de se développer davantage et surtout par elle-même en allant vers des partenaires et en proposant de meilleures solutions et prestations de services.

M. M.

LANCEMENT DE LA 3G EN ALGÉRIE

Pas avant la fin du premier trimestre 2012

Le lancement de la troisième génération de téléphonie (3G), tant attendu, notamment par les trois opérateurs en lice, à savoir Djezzy, Nedjma et Mobilis, n'aura pas finalement lieu début 2012, comme annoncé auparavant par le ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication, Moussa

Benhamadi. Ce dernier, qui s'exprimait hier, lundi 12 décembre 2012, à l'occasion de l'inauguration de la première agence commerciale de l'EMS Champion Post, a fait savoir que cette technologie sera par contre disponible vers la fin du premier semestre 2012.

M. M.

TAXE SUR LES HYDROCARBURES

Selon Cherif Rahmani, «l'Algérie n'est ni pour ni contre»

Le ministre de l'Environnement et de l'Aménagement du territoire affirme que l'Algérie n'est ni pour ni contre l'imposition de la taxe sur les hydrocarbures. «L'Algérie est un pays africain, arabe et membre de l'Opep et de l'Opec. Sa démarche s'inscrit dans un cadre unitaire et communautaire. L'Algérie ne se singularise pas et ne fait pas d'exception, elle ne s'oppose pas mais propose», a expliqué Cherif Rahmani, ministre de l'Environnement, hier sur les ondes de la radio Chaîne III. Pour lui, l'Algérie trouve un point de convergence entre ses différentes appartenances : africaine, arabe... D'ailleurs, poursuit-il, «l'Algérie est un pays qui produit plus de gaz que de pétrole et le gaz est moins polluant». L'invité de la radio a, en outre, indiqué que l'Algérie ne doit pas réduire son rythme de développement en acceptant des contraintes extérieures obligatoires «non légitimes et non équitables». «Il y a une responsabilité historique et une dette climatique mais c'est à ceux qui ont pollué de prendre part à la dépollution en termes de coût», a-t-il dit. Il a ainsi préconisé d'adopter une économie verte et ne plus compter sur l'exploitation excessive des ressources naturelles. «Il faut développer une agriculture biologique, économiser l'eau et aller vers les énergies nouvelles.» Ayant pris part au dernier sommet de Durban en Afrique du Sud sur les changements climatiques, le ministre a souligné qu'un accord-cadre a été signé pour «prolonger» le protocole de Kyoto sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre qui prend fin en 2012.

«Le protocole de Kyoto a été sauvé en le prolongeant d'une année. Nous avons établi un accord à l'arraché, un compromis dynamique. Les pays européens ont accepté de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre et de carbone durant les trois prochaines années, et ce en signant un deuxième accord», a-t-il dit.

Il souligne, toutefois, que le niveau d'émission n'atteindra pas celui exigé. «Les réductions seront de 20% par an.

Autre acquis du sommet de Durban : la mise en place du «fonds vert». «Ce fonds a été institutionnalisé et sera géré d'une manière paritaire par les pays en développement et les pays avancés. Il sera alimenté par la ressource publique et par le marché carbone», précise le ministre.

Rym Nasri